

Les Ministres des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, Didier Reynders et Alexander De Croo, seront tous deux entendus par la Commission des relations extérieures à la Chambre ce mercredi 10 janvier 2018. L'ONG belge Justice et Paix, ainsi que ses partenaires, demandent des mesures claires à l'égard du Président Joseph Kabila et de son entourage en raison de la situation électorale délétère et la répression meurtrière de ces derniers jours.

À l'occasion du premier [anniversaire de l'accord politique de la Saint-Sylvestre](#), le peuple congolais est descendu dans les rues afin de réaffirmer son attachement au respect du processus démocratique. Les manifestations pacifiques, soutenues par l'Église catholique, ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre. Celles-ci n'ayant d'ailleurs pas hésité à encercler les paroisses et à y répandre [leurs gaz lacrymogènes](#). Si les Nations Unies font état d'au moins 5 morts, de nombreux blessés et plus de 120 personnes arrêtés, le bilan n'est toujours pas définitif.

Alors que des représentants de l'Église catholique en RD Congo ont annoncé que d'autres marches seraient organisées prochainement, le Gouvernement congolais semble déterminé à poursuivre sa politique de répression massive. Il est dès lors primordial et urgent que nos Ministres belges des Affaires étrangères et de la Coopération au développement s'engagent formellement pour lutter contre toute entrave au bon déroulement du processus électoral, afin d'éviter l'enlisement de cette crise politique et la dégradation de la situation sécuritaire, humanitaire et socio-économique du pays.

**Justice et Paix** et ses partenaires demandent à nos ministres qu'ils accompagnent [leurs déclarations](#) récentes par des actes concrets, à savoir :

- Réaffirmer leur soutien inconditionnel à la population congolaise quant à leur droit à manifester pacifiquement et réitérer la condamnation de la répression des manifestations, les politiques d'intimidations et les arrestations des voix dissidentes ;
- Appeler les autorités congolaises à conduire une enquête indépendante sur la répression violente des manifestations du 31 décembre 2017, ainsi que celles de septembre et décembre 2016 ;
- De garder la situation de la RD Congo à l'agenda, en exigeant le respect par les autorités congolaises de l'échéancier du calendrier électoral ainsi que les dispositions de l'Accord de la Saint Sylvestre;
- De demander expressément au Président J. Kabila de se prononcer sans ambiguïté sur son intention d'aller aux élections et de quitter le pouvoir et de s'engager à ne pas changer la Constitution ou organiser de référendum durant le processus électoral ;

- De plaider pour l'extension des sanctions européennes ciblées (gel des avoirs et interdiction de voyager) aux représentants des forces de sécurité, du gouvernement et de l'entourage proche du Président J. Kabila, responsables de graves violations des droits humains à travers l'ensemble du pays ;
- Et enfin, de partager leurs préoccupations auprès des autres États membres - tout particulièrement à l'égard de la France et de l'Espagne - et d'inciter ceux-ci à s'unir autour d'une position commune au sein de l'Union Européenne pour accroître la pression internationale face au régime.

**[(Contact :**Clara Debeve - [Clara.debeve@justicepaix.be](mailto:Clara.debeve@justicepaix.be)

(0)2 896 95 00)]



•



.

## **Documents joints**

[2018-01-10\\_rdc\\_audition\\_parlementaire\\_reynders\\_et\\_de\\_croo.pdf](#)